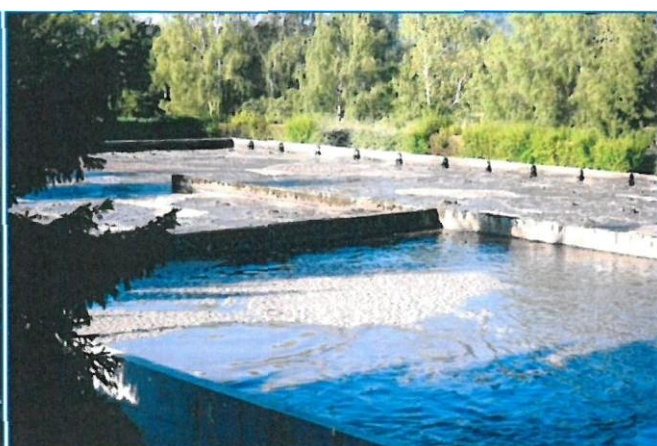
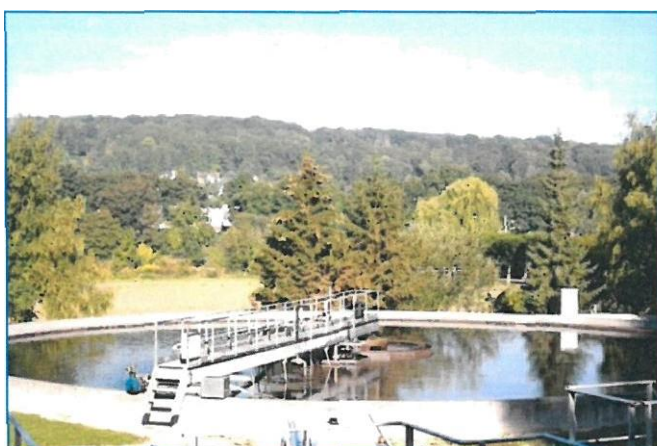


**ACCORD CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE
A BONS DE COMMANDE DE
MAITRISE D'ŒUVRE, ASSISTANCE A MAITRISE
D'OUVRAGE**



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES



540^{ème} OPERATION D'ASSAINISSEMENT

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

ARTICLE 1 ^{er} : OBJET DU CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	4
ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS DE MAITRISE D'OEUVRE	4
ARTICLE 3 : CONTENU DES ELEMENTS DE MISSION	4
ARTICLE 4 : MISSION « ETUDES PRELIMINAIRES » (EPR) OU « DIAGNOSTIC » (DIAG)	5
4.1 Etudes Préliminaires (EPR)	5
4.2 Diagnostic (DIA)	5
ARTICLE 5 : MISSION « AVANT PROJET » (AVP)	5
ARTICLE 6 : MISSION « PROJET » (PRO)	6
ARTICLE 7 : MISSION « ASSISTANCE AUX CONTRATS DE TRAVAUX » (ACT)	7
ARTICLE 8 : MISSION « VISA DES ETUDES D'EXECUTIONS » (VISA)	7
ARTICLE 9 : MISSION « DIRECTION DE L'EXECUTION DES CONTRATS DE TRAVAUX » (DET)	7
ARTICLE 10 : MISSION « ORDONNANCEMENT, PILOTAGE, COORDINATION » (OPC)	9
ARTICLE 11 : MISSION « ASSISTANCE LORS DES OPERATIONS DE RECEPTIONS » (AOR)	9
ARTICLE 12 : MISSION « DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTIONS » (DOS)	9
ARTICLE 13 : MISSION « ASSISTANCE AU MAITRE D'OUVRAGE POUR LA CONSULTATION ET L'INFORMATION AUPRES DES USAGERS ET DU PUBLIC » (CIUP)	10
ARTICLE 14 : MISSION « COORDINATION DES ACTIONS EFFECTUEES PAR LES INTERVENANTS EXTERIEURS » (CIE)	10
ARTICLE 15 : MISSIONS COMPLEMENTAIRES D'ASSISTANCE	10
ARTICLE 16 : PRESENTATION DES DOSSIERS	11
16.1 Contenu Général	11
16.2 Etudes préliminaires (EPR) ou Etudes de diagnostic (DIA)	11
16.3 Etudes d'avant-projet (AVP)	12
16.4 Etudes de projet (PRO)	12
16.5 Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT)	12
16.6 Etudes d'exécution (EXE) et VISA	13
16.7 Direction de l'exécution des travaux (DET)	13
16.8 Ordonnancement, coordination et pilotage de chantier (OPC)	13
16.9 Assistance aux opérations de réception (AOR)	13
16.10 Missions complémentaires	14
ARTICLE 17 : MISSIONS D'ASSISTANCE DE MAITRISE D'OUVRAGE (AMO)	14
17.1 Analyse des besoins et définition du programme	14
17.2 Assistance à la préparation des consultations	14
17.3 Suivi de la conception	14
17.4. Assistance à la passation des marchés de travaux	14

17.5. Suivi de l’exécution des travaux14

17.6 Réception des travaux et levée des réserves14

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

ARTICLE 1^{er} : OBJET DU CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Le présent cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) de la 540^{ème} opération d'assainissement, fixe les conditions techniques de la maîtrise d'œuvre phase conception et réalisation ainsi que l'assistance à la maîtrise d'ouvrage à effectuer pour le compte du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de PARMAN — L'ISLE-ADAM, sous forme d'un marché à bons de commande qui a pour objet :

PRESTATIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE et ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE :

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS DE MAITRISE D'OEUVRE

Cette maîtrise d'œuvre comprend les missions élémentaires suivantes :

Mission AVP (études d'avant-projet)

Mission PRO (études de projet)

Mission ACT (assistance au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux.)

Mission EXE (études d'exécution des contrats de travaux)

Mission DET (direction de l'exécution des contrats de travaux)

Mission AOR (assistance au maître d'ouvrage pour la réception des travaux et la garantie de parfait achèvement)

Mission OPC (ordonnancement, pilotage et coordination)

Visites domiciliaires pour certificat de la conformité des branchements particuliers (assainissement collectif et SPANC) et contre visite en cas de non-conformité.

Ces travaux porteront sur :

- La réhabilitation du réseau
 - o Réhabilitation sans tranchées
 - o Réhabilitation traditionnelle par tranchée à ciel ouvert
- La mise en capacité de certains collecteurs
- Des travaux divers d'amélioration du réseau y compris création de collecteurs
- Des travaux divers d'amélioration des différents ouvrages du Syndicat.

Par ailleurs l'une des orientations prioritaires du syndicat consiste à diminuer les arrivées d'eau claires parasites aux STEU en concertation avec l'Agence de l'eau Seine-Normandie et la Police de l'Eau.

Enfin le SIAPIA souhaite avoir un support technique pour des missions ponctuelles dans le cadre du fonctionnement et des performances des STEU, des réseaux de collecte et des ouvrages annexes.

ARTICLE 3 : CONTENU DES ELEMENTS DE MISSION

Chaque bon de commande précisera les éléments de missions de maîtrise d'œuvre confiés à l'attributaire du marché qui répondront aux caractéristiques définies par les articles R.2162-13 et R.2162.14

ARTICLE 4 : MISSION « ETUDES PRELIMINAIRES » (EPR) OU « DIAGNOSTIC » (DIAG)

4.1 Etudes Préliminaires (EPR)

Les études préliminaires, dans le cas d'une opération de construction neuve, première étape de la réponse de la maîtrise d'œuvre aux objectifs, données, exigences et contraintes du programme, permettent au maître d'ouvrage d'arrêter le parti d'ensemble de l'ouvrage et ont pour objet de :

- 1- préciser les contraintes physiques, économiques et d'environnement conditionnant le projet, à partir des documents de base remis par le maître d'ouvrage, et de se renseigner sur l'existence et l'implantation des ouvrages et réseaux souterrains, subaquatiques et aériens susceptibles d'être rencontrés à l'emplacement des travaux ;
- 2- présenter une ou plusieurs solutions techniques, architecturales, paysagères d'implantation et d'insertion environnementale pour les ouvrages concernés ainsi qu'une comparaison des différents éléments composant ces solutions, assorties de délais de réalisation, et examiner leur compatibilité avec la partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'ouvrage retenue par le maître de l'ouvrage ;
- 3- permettre de proposer éventuellement certaines mises au point du programme ;
- 4- vérifier la faisabilité de l'opération, au regard des différentes contraintes du programme et du site, et proposer éventuellement la nature et l'importance des études et reconnaissances complémentaires nécessaires.

4.2 Diagnostic (DIA)

Les études de diagnostic, dans le cas d'une opération de réutilisation ou de réhabilitation, permettent de renseigner le maître d'ouvrage sur l'état de l'ouvrage et la faisabilité de l'opération et ont pour objet de :

- 1- établir un état des lieux. Le maître d'ouvrage a la charge de remettre au maître d'œuvre tous les renseignements en sa possession concernant l'ouvrage, son environnement, ses performances et son fonctionnement. Le maître d'œuvre est en charge, s'il y a lieu, d'effectuer les relevés nécessaires l'établissement de cet état des lieux ;
- 2- procéder à une analyse technique sur la résistance mécanique des structures en place et sur la conformité des équipements en vigueur ;
- 3- permettre d'établir un programme fonctionnel d'utilisation de l'ouvrage ainsi qu'une estimation financière et d'en déduire la faisabilité de l'opération ;
- 4- proposer, éventuellement, des méthodes de réparation ou de confortement assorties de délais de réalisation et de mise en œuvre ;
- 5- proposer, éventuellement, des études et opérations complémentaires d'investigation des existants.

ARTICLE 5 : MISSION « AVANT PROJET » (AVP)

Les études d'avant-projet sont fondées sur la solution retenue et le programme précisé à l'issue des études préliminaires ou de diagnostic approuvées par le maître d'ouvrage, ont pour objet de :

- 1- confirmer la faisabilité de la solution retenue compte-tenu des études et reconnaissances complémentaires et en particulier celles du sous-sol éventuellement effectuées ;
- 2- préciser la solution retenue, déterminer ses principales caractéristiques, la répartition des ouvrages et leurs liaisons, contrôler les relations fonctionnelles de tous les éléments majeurs du programme ;
- 3- proposer une implantation topographique des principaux ouvrages ;
- 4- vérifier la compatibilité de la solution retenue avec les contraintes du programme et du site ainsi qu'avec les différentes réglementations, notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité ;
- 5- apprécier l'insertion environnementale du projet du point de vue de la volumétrie, de l'aspect extérieur des ouvrages et des aménagements paysagers ainsi que les ouvrages annexes à envisager ;
- 6- proposer le cas échéant, une décomposition en tranches de réalisation, signaler les aléas de réalisation normalement prévisibles, notamment en ce qui concerne le sous-sol et les réseaux souterrains, et préciser la durée de cette réalisation ;
- 7- permettre au maître d'ouvrage de prendre ou de confirmer la décision de réaliser le projet, d'en arrêter définitivement le programme ainsi que certains choix d'équipements en fonction des coûts d'investissement,

d'exploitation et de maintenance, d'en fixer les phases de réalisation et de déterminer les moyens nécessaires, notamment financiers ;

8- établir l'estimation du coût prévisionnel des travaux, en distinguant les dépenses par partie d'ouvrage et nature de travaux, et en indiquant l'incertitude qui y est attachée compte-tenu des bases d'estimation utilisées

9- permettre l'établissement du forfait de rémunération dans les conditions prévues par le contrat de maîtrise d'œuvre.

Les études d'avant-projet comprennent également l'établissement des dossiers à déposer, le cas échéant, en vue de l'obtention des autorisations administratives nécessaires et qui relèvent de la compétence de la maîtrise d'œuvre (exemple : dossier Commission des Sites, dossier VNF,...), ainsi que l'assistance du maître d'ouvrage au cours de leur instruction.

ARTICLE 6 : MISSION « PROJET » (PRO)

Les études de projet sont fondées sur le programme arrêté et les études d'avant-projet approuvées par le maître d'ouvrage et sur les prescriptions de celui-ci, découlant des procédures réglementaires, définissent la conception générale de l'ouvrage.

Les études de projet ont pour objet de :

1- confirmer la faisabilité de la solution retenue compte-tenu des études et reconnaissances sur site et en particulier de celles du sous-sol éventuellement effectuées ;

2- préciser la solution retenue et déterminer ses principales caractéristiques ;

3- préciser la solution d'ensemble au niveau de chacun des ouvrages d'infrastructure qu'elle implique

4- confirmer les choix techniques, architecturaux, paysagers et préciser la nature et la qualité des matériaux et équipements et les conditions de leur mise en œuvre ;

5- Vérifier la compatibilité de la solution retenue avec les contraintes du programme et du site ainsi qu'avec les différentes réglementations, notamment celles qui sont relatives à l'hygiène et à la sécurité ;

6- fixer, avec toute la précision nécessaire, les caractéristiques et dimensions des différents ouvrages de la solution d'ensemble ainsi que leurs implantations topographiques, en vue de leur exécution ;

7- vérifier, au moyen de notes de calculs appropriées, que la stabilité et la résistance des ouvrages sont assurées dans les conditions d'exploitation auxquelles ils pourront être soumis ;

8- préciser les dispositions générales et les spécifications techniques des équipements répondant aux besoins de l'exploitation ;

9- préciser les traces des alimentations et évacuations de tous les fluides ainsi que des réseaux souterrains existants et, en fonction du mode de dévolution des travaux, coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages ;

10- proposer, le cas échéant, une décomposition en tranches de réalisation, signaler les aléas normalement prévisibles, notamment en ce qui concerne le sous-sol et les réseaux souterrains et préciser la durée de cette réalisation ;

11- donner au maître d'ouvrage les éléments nécessaires lui permettant de prendre ou de confirmer la décision de réaliser le projet, d'en arrêter définitivement le programme ainsi que certains choix d'équipements en fonction des coûts d'investissement, d'en fixer les phases de réalisation et de déterminer les moyens nécessaires, notamment financiers.

12- établir le Détail Quantitatif Estimatif des travaux,

13- établir un coût prévisionnel des travaux décomposés en éléments techniquement homogènes ;

14- permettre au maître d'ouvrage d'arrêter le coût prévisionnel de la solution d'ensemble ou, le cas échéant, de chaque tranche de réalisation, et d'évaluer les coûts d'exploitation et de maintenance ;

15- permettre au maître d'ouvrage de fixer l'échéancier d'exécution et d'arrêter, s'il y a lieu, le partage en lots.

ARTICLE 7 : MISSION « ASSISTANCE AUX CONTRATS DE TRAVAUX » (ACT)

L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du ou des contrats de travaux, sur la base des études qu'il a approuvées, a pour objet de :

- 1- préparer la consultation des opérateurs économiques (préparation de l'avis d'appel public à la concurrence, sélection des candidats, etc...) de manière telle que ceux-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques élaborées par la maîtrise d'œuvre, correspondant à l'étape de la conception choisie par le maître d'ouvrage pour cette consultation. Le dossier de consultation des opérateurs économiques est rédigé en fonction de la dévolution prévue par les marchés et doit respecter la réglementation en vigueur ;
- 2- préparer l'ensemble des documents liés à l'application d'un SOGED, et les cas échéants tous les documents annexes au C.C.T.P. liés à des chartes ou des engagements du Syndicat ;
- 3- préparer, s'il y a lieu, la sélection des candidats et analyser les candidatures obtenues. Le titulaire préparera pour ceci les rapports d'analyse des candidatures et participera, sur demande de la collectivité, à toutes réunions techniques et préparatoires de la commission d'appel d'offres,
- 4- la préparation de l'analyse des offres, en concertation avec la collectivité
- 5- analyser les offres des opérateurs économiques et, s'il y a lieu, les variantes à ces offres, procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation, analyser les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles soient assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne présentent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art.
- 6- établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisés et comprenant une comparaison des offres entre elles et avec le coût prévisionnel des travaux ;
- 7- participer, sur demande du SIAPIA, à toutes réunions techniques, de négociations et de préparation de la commission d'appel d'offres,
- 8- préparer les mises au point, nécessaires pour permettre la passation du ou des contrats de travaux par le maître d'ouvrage.
- 9- assister le maître d'ouvrage pour la notification des rejets des offres et la réponse aux questions des candidats non retenus
- 10- Assister le maître d'ouvrage pour la mise au point des marchés de travaux
- 11- Assister le maître d'ouvrage dans le cadre de l'examen des marchés par le contrôle de légalité.

Cet élément de mission permet en outre de :

- d'analyser les variantes proposées par les opérateurs économiques, en s'appuyant si besoin sur les missions géotechniques complémentaires.

ARTICLE 8 : MISSION « VISA DES ETUDES D'EXECUTIONS » (VISA)

Le maître d'œuvre vérifiera les plans d'exécution et les notes de calcul établis par l'opérateur économique.

ARTICLE 9 : MISSION « DIRECTION DE L'EXECUTION DES CONTRATS DE TRAVAUX » (DET)

La direction de l'exécution des contrats de travaux comprend trois grands volets : une mission de **direction de chantier**, une mission de **contrôle de l'exécution des travaux** et une mission de **vérification des comptes**.

La **direction de l'exécution** du ou des contrats de travaux a pour objet :

- établir le calendrier prévisionnel d'exécution ;
- organiser les visites sur site avec l'opérateur économique retenu ;
- vérifier l'obtention des permissions de voirie et des différents arrêtés, (circulation, occupation du domaine public, ...) ;

- s'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées ;
- s'assurer que les documents à produire par l'opérateur économique, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes auxdits contrats et ne présentent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelables par un homme de l'art ;
- s'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux, y compris concernant l'application effective d'un PAQ, et du SOGED ;
- délivrer tous les ordres de service et établir tous procès-verbaux nécessaires à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires ;
- organiser et diriger les réunions de chantier (le maître d'œuvre rédige systématiquement un compte-rendu) ;
- vérifier la bonne réalisation des réseaux (contrôle des essais d'étanchéités, compactage etc.) ;
- informer systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et des prévisions des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables ;
- vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentées par l'opérateur économique, établir les états d'acomptes, vérifier le projet de décompte final établi par l'opérateur économique, établir le décompte général. Ces décomptes doivent permettre de préciser les dépenses réalisées entre domaine public et domaine privé, suivant chaque type de réseau, et de les répartir le cas échéant entre les différents maîtres d'ouvrage ;
- donner un avis au maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'opérateur économique en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître d'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires de réclamation de l'opérateur économique.

Le maître d'œuvre est tenu de remplir les missions qui lui sont dévolues par le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés de travaux, en particulier pour les tâches suivantes :

- 1- élaboration et suivi des ordres de service ;
- 2- mise en œuvre et suivi des travaux en régie ;
- 3- suivi des approvisionnements de chantier ;
- 4- constatations et constats contradictoires ;
- 5- vérification, rectification et acceptation des projets de décomptes mensuels
- 6- élaboration des états d'acomptes mensuels ;
- 7- vérification, rectification et acceptation du projet de décompte final ;
- 8- élaboration et suivi du décompte général ;
- 9- information et suivi du paiement des sous-traitants ;
- 10- élaboration des prix provisoires ;
- 11- modification de la masse de travaux ;
- 12- prolongation des délais d'exécution ;
- 13- constatation des retards (suivi des délais, assistance au calcul des éventuelles pénalités) ;
- 14- modification de la provenance des matériaux et produits ;
- 15- suivi des lieux d'extraction ou d'emprunt des matériaux ;
- 16- contrôle de la qualité des matériaux et produits et de l'application des normes ;
- 17- vérification quantitative des matériaux et produits ;
- 18- piquetage général ;
- 19- piquetage spécial ;
- 20- procès-verbaux de piquetage ;
- 21- visa du programme d'exécution
- 22- approbation des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail ;
- 23- injonction en vue de faire reconstruire les ouvrages non conformes ;
- 24- choix des lieux de dépôt des déblais en excédent ;
- 25- assistance à l'opérateur économique en vue de leur faciliter l'obtention d'autorisations administratives dont il aurait besoin, notamment pour disposer des emplacements nécessaires (installation des chantiers et aux dépôts des déblais) ;
- 26- sécurité et hygiène des chantiers ;
- 27- mise en œuvre de la signalisation des chantiers au regard de la circulation publique ;
- 28- contrôle du maintien des communications et de recoulement des eaux ;
- 29- mesures d'éviction à l'encontre du personnel ;

- 30- essais et contrôle des ouvrages ;
- 31- contrôle des vices de construction ;
- 32- récolement des documents fournis après exécution ;
- 33- opérations préalables à la réception ;
- 34- mise à disposition anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages ;
- 35- mise en œuvre de la garantie de parfait achèvement ;
- 36- mise en œuvre de la résiliation du marché ;
- 37- transmissions et avis sur les mémoires de réclamation ;
- 38- etc.

ARTICLE 10 : MISSION « ORDONNANCEMENT, PILOTAGE, COORDINATION » (OPC)

L'ordonnancement, la coordination et le pilotage du chantier ont pour objet :

- 1- pour l'ordonnancement et la planification, d'analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux, de déterminer leurs enchaînements ainsi que leur chemin critique, par des documents graphiques et de proposer des mesures visant au respect des délais d'exécution des travaux et une répartition appropriée des éventuelles pénalités ;
- 2- pour la coordination, d'harmoniser dans le temps et dans l'espace les actions des différents intervenants au stade des travaux et, le cas échéant, de présider le collège interentreprises d'hygiène et de sécurité ;
- 3- pour le pilotage, de mettre en application, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans le ou les contrats de travaux, les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

ARTICLE 11 : MISSION « ASSISTANCE LORS DES OPERATIONS DE RECEPTIONS » (AOR)

L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- 1- d'organiser les opérations préalables à la réception des travaux, sur la base des résultats des contrôles commandés le cas échéant, dans le cadre des missions géotechniques complémentaires ;
- 2- d'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée ;
- 3- de procéder à l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage ;
- 4- de constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à leur exploitation, à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'opérateur économique, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipements mis en œuvre, devant constituer le Dossier d'Interventions Ultérieures de l'Ouvrage (D.1.11.0).

ARTICLE 12 : MISSION « DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTIONS » (DOS)

Dans le cadre de cet élément de mission, le maître d'œuvre établira pour le compte du Maître d'Ouvrage tous les dossiers de demande de subvention aux organismes susceptibles de financer partiellement l'opération, notamment l'agence de l'eau Seine Normandie, le Conseil Départemental et le Conseil Régional.

Chaque dossier sera établi, à partir de l'avant-projet, en suivant strictement les prescriptions édictées par ces organismes et en utilisant les trames obligatoires ou recommandées.

L'ensemble des pièces exigées seront fournies et imprimées de façon à être clairement lisibles et permettre une visualisation aisée des travaux envisagés.

Les travaux envisagés seront justifiés au regard des désordres constatés, des besoins recensés, des objectifs visés et des améliorations apportées. Les coûts seront soigneusement répartis selon les catégories de travaux définies par chaque organisme, de façon optimisée au regard des règles de financement.

Les dossiers seront remis au Maitre d'Ouvrage pour relecture et validation. Les remarques du Maitre d'Ouvrage seront intégrées et chaque dossier sera remis sur support informatique au syndicat.

L'envoi des dossiers aux organismes est du seul ressort du SIAPIA.

ARTICLE 13 : MISSION « ASSISTANCE AU MAITRE D'OUVRAGE POUR LA CONSULTATION ET L'INFORMATION AUPRES DES USAGERS ET DU PUBLIC » (CIUP)

Dans le cadre de cet élément de mission, le titulaire assistera le maitre d'ouvrage pour l'organisation d'une réunion publique d'information préalable aux travaux. Cette réunion sera l'occasion d'exposer la problématique et le déroulement des différentes opérations : travaux, mise en conformité, contrôle, ...etc.

La ville concernée par les travaux mettra à disposition une salle communale (mairie ou annexe) pour la tenue de cette réunion. La réunion aura lieu la plupart du temps en début de soirée afin de permettre aux propriétaires de s'y rendre à des horaires compatibles avec une activité professionnelle (à partir de 19h).

Les candidats devront prévoir dans leur offre les moyens à mettre en œuvre pour la réalisation de la réunion : organisation (coordination avec la mairie, ...), support papier, plans, photos, ... Le titulaire devra prévoir la remise d'un document ou plaquette exposant les objectifs de l'opération, le déroulement des travaux, l'incidence sur les propriétaires, leur obligations éventuelles, etc...

ARTICLE 14 : MISSION « COORDINATION DES ACTIONS EFFECTUEES PAR LES INTERVENANTS EXTERIEURS » (CIE)

Cette mission consiste notamment à coordonner les actions des différents intervenants extérieurs (études et travaux) ou les autres gestionnaires de réseaux ou de la voirie publique, et d'une façon générale, tous les intervenants mandatés par des maitres d'ouvrage autres que le syndicat (Région, département, communes, Ile de France Mobilité...) dont les travaux peuvent interférer ou avoir des conséquences sur la présente opération.

Le maitre d'œuvre devra collecter les contraintes propres à chaque intervenant (délais de provenance, d'études, de validations administratives) et les reporter sur le planning général de l'opération.

Chaque semaine, le point sur les interventions de chaque intervenant sera effectué. La mise à jour du planning devra permettre de proposer toutes mesures correctives nécessaires pour le respect du délai global d'exécution des travaux. Le maitre d'œuvre préparera tous les courriers de relance ou mise en demeure à l'attention des intervenants défaillants. Ces courriers seront transmis par le maitre d'ouvrage.

Cette mission sera rémunérée par application des prix unitaires au temps réellement passé.

ARTICLE 15 : MISSIONS COMPLEMENTAIRES D'ASSISTANCE

Conformément à la loi N°85.704 du 12 Juillet 1985, dite loi MOP, des missions complémentaires pourront être commandées par le Maitre d'Ouvrage sur la base d'une rémunération aux taux journaliers.

Les missions complémentaires les plus fréquentes, décrites ci-dessus, seront :

- Etablissement des Dossiers de Demandes de Subventions (DDS) ;
- Assistance au maitre de l'ouvrage pour mettre en œuvre la Consultation et l'Information des Usagers et du public (CIUP) ;

- Coordination ou participation à la coordination des actions effectuées par les Intervenants Extérieurs à la mission de maîtrise d'œuvre, en supplément de la mission ordonnancement, coordination et pilotage du chantier (CIE) ;
- Assistance pour la consultation de prestations topographiques ;
- Support technique pour des missions ponctuelles dans le cadre du fonctionnement et des performances de la STEU, des réseaux de collecte et ouvrages annexes ;
- Contrôle de conformité des installations d'assainissement en habitat individuel ou collectif avec fluorescéine et établissement d'un rapport et d'un schéma de principe correspondant.

D'autres missions complémentaires peuvent notamment porter sur :

- Etablissement, pendant les études et/ou la période de préparation des travaux, en concertation avec le maître de l'ouvrage et les différents intervenants concernés, du schéma directeur de la qualité (QUA) ;
- Suivi particulier de la mise en œuvre de certains éléments d'ouvrages, nécessitant une présence permanente, et la tenue d'un journal de chantier (SUI) ;
- Détermination des coûts d'exploitation et de maintenance, justification des choix architecturaux et techniques par l'analyse du coût global de l'ouvrage en proposant éventuellement la mise en place d'un système de gestion (GES) ;
- Etablissement des spécifications techniques des marchés de travaux de reconnaissance géologique et géotechnique (TOP) ;
- Réalisation d'un bilan environnemental du projet (ENV) ;
- Assistance au maître de l'ouvrage par des missions d'expertise en cas de litige avec des tiers (LIT).

Lorsque des missions complémentaires n'ont pas été confiées par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre, ce dernier doit, néanmoins, au titre de son obligation de conseil, attirer l'attention du maître d'ouvrage sur la nécessité de prendre en compte les préoccupations correspondantes à ces missions, lorsque cela est nécessaire à la cohérence de l'opération.

ARTICLE 16 : PRESENTATION DES DOSSIERS

16.1 Contenu Général

Le maître d'œuvre fournira en fonction du bon de commande un dossier comprenant :

- 1- un dossier technique descriptif, explicatif et justificatif, y compris les éléments graphiques (plans de situation, plans des ouvrages,...) ;
- 2- une estimation des coûts avec fourniture des métrés (métrés mesurés avec plan associé, et métrés estimatifs ou ratios) ;
- 3- les éléments de planning et de phasage liés à la méthodologie d'exécution ou au mode opératoire ;
- 4- un rapport sur les actions effectuées vis-à-vis des intervenants extérieurs ;
- 5- un rapport photographique ;
- 6- l'ensemble des documents élaborés par le maître d'œuvre dans le cadre de sa mission. Le maître d'œuvre est tenu de vérifier la compatibilité de son projet avec l'enveloppe financière prévisionnelle ainsi arrêtée par le maître d'ouvrage. Le conseil du maître d'œuvre n'est pas limité au seul prix des travaux mais il porte sur l'ensemble du budget de l'opération. Le maître d'œuvre doit, au titre de son devoir de conseil, prévenir le maître d'ouvrage de l'ensemble des dépenses susceptibles d'être exposées au titre de l'opération.

16.2 Etudes préliminaires (EPR) ou Etudes de diagnostic (DIA)

Le dossier devra comprendre :

- 1- Une analyse du programme proposé par le maître d'ouvrage ;
- 2- La vérification de la faisabilité au regard des contraintes (règles d'urbanisme, environnement, concessionnaires...) ;
- 3- Une analyse de l'existant (ouvrages, aménagements paysagers, ...) ;

- 4- Une description générale sur l'ouvrage envisagé et sur les techniques à mettre œuvre pour une ou plusieurs solutions ;
- 5- Une estimation des délais d'exécution ;
- 6- Les plans généraux d'une ou plusieurs solutions envisagées (techniques, calculs hydrauliques, ...) ;
- 7- Une étude de compatibilité du projet (une ou plusieurs solutions) avec l'enveloppe financière des travaux ;
- 8- Une comparaison des différentes solutions (avantage, inconvénient, ...).

16.3 Etudes d'avant-projet (AVP)

Le dossier, plus complet et plus détaillé, devra comprendre :

- 1- Une analyse du programme proposé par le maître d'ouvrage ;
- 2- La vérification de la faisabilité au regard des contraintes (règles de l'urbanisme, de l'environnement, ...) et compte-tenu des études et reconnaissances complémentaires ;
- 3- Une description technique de la solution retenue avec ses principales caractéristiques ;
- 4- Une proposition d'implantation topographique des principaux ouvrages ;
- 5- Les délais d'exécution ;
- 6- Les plans généraux avec les premiers détails significatifs ;
- 7- Une estimation, avec éventuellement décomposition en tranches de réalisation, des coûts de travaux par nature de travaux sans omettre d'indiquer l'incertitude qui y est attachée (métrés) ;
- 8- Une étude de compatibilité du projet avec l'enveloppe financière des travaux ;
- 9- Un listing des dossiers nécessaires à l'obtention des différentes autorisations en vue de la réalisation du projet (DUP, loi sur l'eau ...) ;
- 10- Un rapport photo détaillé (avec plan de situation, vue générale, points critiques, ...) ;
- 11- Un rapport sur les réponses aux Demandes de Renseignements (D.R.) faites par le maître d'œuvre (date d'envoi, date de réponse, indications sur les réponses) et confirmer que ces réponses ont bien été prises en compte dans l'établissement de l'AVP.

16.4 Etudes de projet (PRO)

Le dossier, plus complet et plus détaillé, devra comprendre :

- 1- Une analyse du programme arrêté par le maître d'ouvrage ;
- 2- La vérification de la faisabilité au regard des contraintes (règles d'urbanisme, environnement, ...) et compte-tenu des études et reconnaissances complémentaires ;
- 3- Une description technique détaillée (caractéristique, dimensionnement, notes de calcul ...) de la solution retenue pour chacun des ouvrages d'infrastructures qu'elle implique ;
- 4- L'implantation topographique pour chacun des ouvrages d'infrastructures ;
- 5- Les délais d'exécution pour chacun des ouvrages d'infrastructures (échéancier) ;
- 6- Les plans généraux avec les détails pour chacun des ouvrages d'infrastructures ;
- 7- Une estimation, avec décomposition en tranches de réalisation, des coûts de travaux décomposés en éléments techniquement homogènes sans omettre d'indiquer l'incertitude qui y est attachée (métrés détaillés avec plans associés) ;
- 8- Une vérification de la compatibilité du projet avec l'enveloppe financière des travaux ;
- 9- Un rapport photo détaillé (avec plan de situation, vue générale, points critiques, ...) ;
- 10- Les pièces techniques (plans, descriptifs des ouvrages, spécifications nécessaires à la réalisation) ;
- 11- Une copie des Demandes de Renseignements (D.R.) et des réponses des concessionnaires et confirmer que ces réponses ont bien été prises en compte dans l'établissement de l'AVP.

16.5 Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT)

Le dossier devra comprendre :

- 1- L'ensemble des pièces constitutives du Dossiers de Consultations des Opérateurs Economiques (D.C.O.E.) y compris ses annexes ;
- 2- Un rapport d'analyse des candidatures des opérateurs économiques après vérification de leur conformité au règlement de la consultation ;
- 3- Un rapport d'analyse des offres après vérification de leur conformité au règlement de la consultation et au projet ;
- 4- La mise au point des pièces constitutives des marchés en vue de la signature des contrats ;
- 5- L'ensemble des échanges écrits que le titulaire pourra avoir avec les opérateurs économiques après validation du Maitre d'ouvrage, durant l'analyse des candidatures ou des offres selon les modalités décrites dans le Règlement de la Consultation et conformément à la réglementation en vigueur notamment l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, (principalement le respect de la notion d'égalité de traitement des candidats).

16.6 Etudes d'exécution (EXE) et VISA

Le dossier devra comprendre un rapport comprenant les documents d'exécution :

- 1- élaborés par le maitre d'œuvre ;
- 2- contrôlés par le maitre d'œuvre quand ils ont été élaborés par l'opérateur économique. Le dossier devra aussi comprendre un rapport listant les documents visés par le maitre d'œuvre (nom du document, date de présentation par l'opérateur économique, date de visa par le maitre d'œuvre, commentaires...).

16.7 Direction de l'exécution des travaux (DET)

Le dossier final devra comprendre :

- 1- Un rapport d'analyse des documents d'exécution, des documents de contrôle, et de l'ensemble des documents prévus dans les contrats de travaux ;
- 2- Une ampliation de l'ensemble des ordres de services établis par le maitre d'œuvre ;
- 3- L'ensemble des compte-rendu de chantier et des échanges par fax et par mail concernant l'exécution des travaux ;
- 4- Un rapport sur les réserves éventuellement formulées par l'opérateur économique avec les commentaires du maitre d'œuvre pour chaque réserve.

16.8 Ordonnancement, coordination et pilotage de chantier (OPC)

Le dossier devra comprendre la synthèse de l'ensemble des documents élaborés par le Maitre d'œuvre dans le cadre de cette mission, et de l'ensemble des échanges avec des tiers.

16.9 Assistance aux opérations de réception (AOR)

Le dossier devra comprendre :

- 1- la synthèse de l'ensemble des documents élaborés par le maitre d'œuvre dans le cadre de la réception avec ou sans réserves ;
- 2- le dossier des ouvrages exécutés (DOE) à partir d'éléments dus par l'opérateur économique aux termes des marchés de travaux (plan de récolement, note de calcul, ...). Ce document doit être réclamé, vérifié et transmis au maitre d'ouvrage par le maitre d'œuvre ;
- 3- les documents élaborés par le maitre d'œuvre et les échanges de courriers avec des tiers dans le cadre de la garantie de parfait achèvement.

16.10 Missions complémentaires

Le dossier devra comprendre l'ensemble des documents rédigés par le titulaire dans le cadre des missions complémentaires que le Maître d'Ouvrage lui aura commandé.

ARTICLE 17 : MISSIONS D'ASSISTANCE DE MAÎTRISE D'OUVAGE (AMO)

L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage a pour objectif d'accompagner le maître d'ouvrage tout au long du projet, depuis la définition des besoins jusqu'à la réception des travaux, afin d'assurer la bonne réalisation de l'opération conformément aux objectifs fixés.

17.1 Analyse des besoins et définition du programme

- Recueil et formalisation des besoins du maître d'ouvrage.
- Élaboration et validation du programme fonctionnel et technique.
- Conseil sur les choix techniques, réglementaires et financiers.
- Liste des missions non limitative.

17.2 Assistance à la préparation des consultations

- Rédaction ou relecture des documents de consultation (CCTP, DCE, etc.).
- Aide à la sélection des candidats et analyse des offres techniques et financières.
- Préparation des réunions de lancement.

17.3 Suivi de la conception

- Contrôle de la conformité des études avec le programme.
- Coordination entre les différents intervenants (maître d'œuvre, bureaux d'études, etc.).
- Vérification de la prise en compte des contraintes techniques, réglementaires et environnementales.

17.4. Assistance à la passation des marchés de travaux

- Appui dans la préparation des dossiers contractuels.
- Analyse des offres et recommandations pour l'attribution des marchés.

17.5. Suivi de l'exécution des travaux

- Contrôle de l'avancement des travaux conformément au planning.
- Vérification de la conformité des travaux réalisés.
- Assistance lors des réunions de chantier.

17.6 Réception des travaux et levée des réserves

- Organisation et assistance lors des opérations de réception.
- Suivi de la levée des réserves et validation des documents de fin de chantier.

17.7 Assistance à la gestion administrative et financière

- Suivi des demandes de paiement.
- Contrôle des coûts et respect du budget.
- Assister le maître d'ouvrage pendant l'année de parfait achèvement pour faire fonctionner les garanties en cas de contentieux,
- Conseiller le maître d'ouvrage en matière d'exploitation et de maintenance de l'ouvrage,
- Procéder à la clôture du dossier financier,

L'AMO agit en étroite collaboration avec le maître d'ouvrage et les autres intervenants pour garantir la réussite du projet dans le respect des délais, des coûts et de la qualité attendue.

Vu et accepté par le prestataire soussigné
pour être annexé à son acte d'engagement
en date